



*Observatoire de la Turquie*  
*13<sup>e</sup> séminaire*

**SITUATIONS DE CHAOS EN SYRIE ET EN IRAK :  
QUELLES POLITIQUES DE LA TURQUIE ET DES ACTEURS REGIONAUX ?**

Paris, 25 juin 2015

autour de  
**Karim Émile BITAR**  
Directeur de recherche à l'IRIS

et de  
**Bayram BALCI**  
Chercheur au CNRS / CERI Sciences Po

Animé par  
**Didier BILLION**  
Directeur adjoint de l'IRIS

*Dans le cadre de l'Observatoire de la Turquie  
de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie  
Ministère de la Défense*



## PROPOS LIMINAIRES - Didier Billion

Le Moyen-Orient s'affirme comme une zone de faille sismique des relations internationales et il est parfois difficile de hiérarchiser les points de repère permettant de saisir les dynamiques en cours et de comprendre les évolutions chaotiques qui traversent la région.

Décompositions et recompositions d'alliances multiples deviennent le lot commun de nombreux États, et les espoirs fondés au début de l'onde de choc politique qui a traversé la région à partir de 2011 semblent bien lointains. Un certain fatalisme transparait dans de nombreux commentaires et analyses, alors qu'il est impératif de ne pas être aveuglé par l'écume événementielle des faits et de se doter, *a contrario*, de grilles d'analyse pertinentes pour ne pas céder au pessimisme ambiant.

De quoi Daech est-il le nom ? Les États-nations sont-ils remis en cause ? L'opposition sunnisme *versus* chiisme constitue-t-elle un nouveau facteur structurant des relations régionales ? Y a-t-il un nouveau leadership régional ? Voici quelques questions, loin d'être exhaustives, qu'il est légitime de se poser et qui ne cessent de tarauder les observateurs.

Comment, en outre, les puissances régionales, et plus précisément celles avec lesquelles la Turquie entretient des relations significatives, se disposent-elles au sein de ces évolutions et de ces défis ?

En effet, dans ce *maelstrom* régional, la Turquie semble avoir quelques difficultés à assumer le rôle qu'elle semblait s'être attribué il y a quelques années. Elle qui avait fortement exprimé ses ambitions régionales, montre en effet ses limites, voire ses contradictions. Ses erreurs d'appréciation et ses pronostics hasardeux sur la situation en Syrie ont notamment suscité de fortes interrogations sur sa capacité à appréhender son environnement immédiat, alors qu'elle pensait pouvoir y exercer un fort pouvoir d'influence.

C'est un des pays qui a été percuté par l'onde de choc politique qui traverse le monde arabe depuis maintenant quatre ans et demi et dont la crise syrienne a constitué un douloureux révélateur des limites, voire des erreurs politiques. Nous savons l'obsession de Recep Tayyip Erdoğan de faire tomber Bachar Al-Assad et dont ont découlé des initiatives politiques pour le moins discutables... Qu'en est-il exactement des liens supposés avec les groupes djihadistes ? Peut-on considérer que la Turquie développe désormais une politique extérieure sunnite ? Que penser de l'alliance contractée avec l'Arabie saoudite et le Qatar visant notamment à aider l'Armée de la conquête, en partie structurée par le Front al-Nosra, qui contrôle le nord-ouest

de la Syrie ? Comment apprécier la création par Daech du journal en ligne en langue turque, *Konstantiniye* ?

Quelle est bien sûr la politique turque à l'égard de la question kurde ? Comment évalue-t-elle les dernières évolutions, notamment la prise de Tall Albyad par les Unités de protection populaire (YPG), dirigées par le Parti de l'union démocratique (PYD), projection syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), toujours qualifié d'organisation terroriste par les autorités turques ? Situation à propos de laquelle le président turc a évoqué la semaine dernière la « création d'une structure qui menace nos frontières ».

Aussi, la Turquie n'est pas, à ce stade, le leader régional qu'elle espère devenir, ce qui ne signifie néanmoins pas qu'elle soit isolée, contrairement à ce qui est souvent affirmé de façon péremptoire. C'est en réalité sa capacité à se trouver à la confluence d'intérêts divergents, voire opposés, qui fait sa force et fonde sa capacité d'attraction potentielle. Au-delà de ses multiples contradictions, le nouveau rôle de puissance régionale incontournable que la Turquie est en train d'acquiescer est, en ce sens, moins une rupture avec ses alliances traditionnelles que l'affirmation des intérêts nationaux d'un pays qui mesure ses atouts.

## **SYNTHÈSE DES THÈMES ABORDÉS PAR KARIM ÉMILE BITAR**

Le jeu des puissances au Levant et au Moyen-Orient depuis le déclenchement des révoltes arabes est un sujet particulièrement délicat. Les États, ces « monstres froids » selon la formule de Nietzsche, sont en train de payer le prix de leur cynisme dans la région. Nous vivons dans un monde où il n'y a pas encore de juridiction de droit international, ni de véritable multilatéralisme, et donc pas de mécanismes pour encadrer les actions des États, comme l'avait proposé il y a quelques années Stanley Hoffman dans son livre *Une morale pour les monstres froids - Pour une éthique des relations internationales*.

Le Moyen-Orient est livré à des guerres par procuration de plus en plus intenses entre les puissances, mais le jeu des acteurs n'est pas uniquement déterminé par la *realpolitik*. Une autre dimension importe, c'est celle, émotionnelle, des facteurs idiosyncratiques, c'est-à-dire celle des tempéraments des différents dirigeants. Ainsi, celui de Recep Tayyip Erdoğan a joué un rôle déterminant dans la définition de sa politique syrienne, peut-être plus important que les seuls intérêts stratégiques de la Turquie. Dans le domaine de la politique étrangère, où se superposent donc le cynisme et les facteurs émotionnels, on aurait pu, au niveau international,

avoir une toute autre politique syrienne. On peut parler de cynisme dans la mesure où chacune des puissances cherche à défendre au mieux ses intérêts particuliers dans la crise syrienne, mais aussi de facteurs émotionnels car les dirigeants ont finalement fait preuve de beaucoup d'amateurisme et d'improvisation. Cela vient rompre avec cette idée, bien ancrée dans le monde arabe, selon laquelle les événements seraient planifiés par un grand orchestrateur.

Quand on cherche à prendre du recul sur la politique de ces quatre dernières années, il apparaît que les grandes puissances semblent quelque peu démunies, essayant de parer au plus pressé sans véritablement s'être dotées d'une stratégie d'ensemble. Aucune des puissances actives en Syrie n'a véritablement de stratégie très claire à moyen terme, voire même à court terme, chacune cherchant avant tout à protéger ses intérêts essentiels. C'est vrai pour l'Arabie saoudite, le Qatar ou encore l'Iran, dont les prises de position respectives ont avant tout été réactives.

### **Guerres par procuration et guerres culturelles**

L'avenir du Moyen-Orient va être déterminé par deux types de guerre : les guerres par procuration et les guerres culturelles. Ces dernières se déroulent de manière assez intense dans le monde arabe et musulman, autour de clivages polarisants sur les questions de société. L'Afrique du Nord est particulièrement marquée par ces vives oppositions sur les valeurs, tandis que le Moyen-Orient et le Levant sont plutôt le théâtre de guerres par procuration. En Algérie par exemple, le ministre des Affaires religieuses a déclaré que la principale menace qui pesait sur le pays n'était pas l'État Islamique (Daech), mais les promoteurs de l'homosexualité. Cependant, contrairement aux guerres par procuration qui sont toujours nuisibles pour les pays concernés, ces guerres culturelles peuvent se dénouer positivement, car des formes d'émancipation peuvent en émerger. Toute proportion gardée, on peut comparer ces éléments avec les événements de mai 68 : malgré l'apparente récupération par le pouvoir gaulliste dès le mois de juin 1968, les valeurs portées par le mouvement de contestation se sont bel et bien ancrées dans la société française et ont réussi à s'imposer au cours des années suivantes.

Dans le monde arabe, malgré le spectre de la contre-révolution qui pèse sur la région, on pourrait assister à un phénomène du même type. Ainsi, les révolutions arabes ont vu émerger des figures progressistes et libérales, qui semblent certes avoir, à ce stade, été balayées par l'autoritarisme ou l'islamisme, mais les débats sont nés et se poursuivront inéluctablement sur

les formes des sociétés de demain. En 2011, des voix réduites au silence depuis deux ou trois générations se sont réveillées et si on a aujourd'hui l'impression qu'elles ont été occultées - par manque de moyens financiers, d'organisation ou du fait de la victoire des islamistes - il n'en reste pas moins qu'elles se sont exprimées et qu'il en ressortira quelque chose.

En Syrie et en Irak, c'est le jeu des puissances qui prédomine, c'est-à-dire un jeu géopolitique classique, dans un contexte de rivalités non moins classiques. La principale grille de lecture du conflit est celle de la guerre par procuration et de la déclinaison de l'affrontement irano-saoudien. Dans cinq pays de la région, il y a deux camps soutenus par l'une ou l'autre de ces deux puissances. Mais il y a également d'intenses confrontations à l'intérieur de chacun des deux axes, notamment au sein du camp anti-iranien. D'intenses rivalités existent entre la Turquie, le Qatar et l'Arabie saoudite, malgré leur rapprochement au cours des derniers mois. On peut d'ailleurs se demander si ce rapprochement sera pérennisé. Ainsi, au cours des premières années, la volonté de chacune de ces trois puissances de soutenir son propre poulain dans l'opposition syrienne a contribué à métastaser le conflit.

### **La politique des puissances régionales**

Pendant les premiers mois de la révolution syrienne, la Turquie a tenté, sans succès, une conciliation entre Bachar Al-Assad et les Frères musulmans syriens. Le choix du président syrien de ne pas suivre les conseils de Recep Tayyip Erdoğan a contribué à la radicalisation de la position turque. La dimension personnelle joue un rôle important : alors que Bachar Al-Assad était au ban de la communauté internationale jusqu'en 2008, ce sont les dirigeants turcs et français qui ont pris, les premiers, le contrepied de cette politique. Mais, suite à l'obstination du président syrien à refuser tout processus de démocratisation, Recep Tayyip Erdoğan s'est rapidement radicalisé et a, *de facto*, rejoint la politique du Qatar. Si on pensait au début du mouvement de contestation que le modèle turc allait être adopté, on se rend compte aujourd'hui qu'il est en partie décrédibilisé. Le Qatar quant à lui, qui souhaitait prendre le leadership des révolutions arabes, adopte désormais des ambitions plus modestes, et c'est aujourd'hui l'Arabie saoudite qui a repris la main sur le dossier syrien.

Au cours des deux premières années de la révolution, le Qatar et la Turquie étaient en pointe dans le soutien à l'opposition syrienne, notamment la composante proche des Frères musulmans. Les Saoudiens, pour leur part, ont privilégié la mouvance salafiste, ou encore celle incarnée par des nationalistes arabes ayant pu, par le passé, être liés au régime, afin que

l'autorité de l'Etat puisse prévaloir et que le *statu quo ante* révolution ne soit pas fondamentalement affecté. C'est d'ailleurs un point de vue partagé entre l'Arabie saoudite et Israël, qui a permis un rapprochement assez marqué entre les deux pays ces dernières années. Début juin, un représentant israélien a par exemple officiellement discuté avec un responsable saoudien dans le cadre d'une réunion organisée par un think tank américain. Les deux pays, alliés privilégiés des États-Unis depuis 1948, ont été fragilisés par les révolutions arabes, et s'inquiètent du rapprochement irano-américain. L'Arabie saoudite et Israël partagent à la fois une déception et un mécontentement liés à la décision de non intervention de Barack Obama en Syrie.

En Occident, la France semble être devenue l'alliée privilégiée des Saoudiens et développe des partenariats économiques de plus en plus importants avec la principale puissance arabe du Golfe. Pour autant, les Saoudiens ont bien conscience qu'ils auront toujours besoin du parapluie sécuritaire américain, et leur flirt avec la France est avant tout un signal de mécontentement envoyé aux États-Unis. En d'autres termes, si la France peut être une maîtresse pour les Saoudiens, les États-Unis demeurent l'épouse légitime. Il ne faut donc pas surestimer cette proximité avec l'Arabie saoudite qui affecte la diplomatie française, d'autant plus fragilisée que les Iraniens sont très remontés contre la France, du fait de sa position dans les négociations sur le nucléaire.

L'Arabie saoudite se trouve donc dans une posture assez classiquement contre révolutionnaire, cherchant à gagner en Syrie ce qu'elle a perdu en Irak. Pour contrer la montée en puissance iranienne, qui s'est cristallisée depuis 2003, les Saoudiens ont souhaité mener une restauration sunnite rapide et simultanée à Bagdad et à Damas. Leur inquiétude vient aussi du fait qu'ils voient les Américains accéder à l'indépendance énergétique beaucoup plus rapidement que prévu. Là encore, les facteurs émotionnels ont joué un rôle qu'on ne peut négliger : les Saoudiens sont dans une situation de panique qui peut les amener à sur-réagir et à commettre de grossières erreurs, comme c'est le cas de l'intervention menée au Yémen. En effet, les Houtis ont dans le pays un ancrage territorial important qui ne disparaîtra pas du jour au lendemain et il est illusoire de penser que les défis de la société yéménite pourront être réglés par une guerre. Pour autant, les Saoudiens apparaissent déterminés à aller de l'avant. Les questions de politique intérieure se sont aussi télescopées à celles de politique régionale : la monarchie saoudienne a cherché avec cette guerre à créer un ralliement interne autour du drapeau, afin de fluidifier la passation de pouvoir qui s'est

déroulée en mai dernier. On assiste donc à une conjonction de facteurs idéologiques, stratégiques et psychologiques qui pourrait conduire l'Arabie saoudite à sur-jouer la stratégie qu'elle estime devoir être la sienne. Cette erreur n'est pas si éloignée de celle commise par la Turquie et le Qatar en 2011-2013. Les deux pays, grisés par la prise de pouvoir par les Frères musulmans en Egypte ou par le parti Ennahda en Tunisie, ont finalement vu ce qu'ils considéraient comme leurs atouts s'affaiblir par le retournement rapide de l'opinion publique en Egypte et les erreurs commises en Syrie. Aujourd'hui, les Saoudiens pourraient être confrontés à des déceptions du même type, selon la loi des conséquences inattendues, mais pourtant pas imprévisibles.

A ce stade, les plus habiles ont été les Iraniens, qui ont profité à la fois du maximalisme américain durant les années Bush, puis de la perte d'influence américaine suite aux erreurs commises en Irak. Dans quelle mesure faut-il analyser cette montée en puissance à travers le prisme de l'affrontement sunnite-chiïte ? L'importance des facteurs communautaires a peut-être été exagérée : ce qui lie le régime syrien à l'Iran n'est pas tant une solidarité de type communautaire que des intérêts géostratégiques et économiques communs dans la résistance aux Etats-Unis depuis trente-cinq ans. L'alliance est essentiellement stratégique, car il existe finalement peu de points communs idéologiques entre le baasisme et le khomeynisme. L'alliance irano-syrienne a certes résisté à des vicissitudes et demeure solide, mais cela ne signifie pas pour autant que l'Iran mise tout sur Bachar Al-Assad. La posture iranienne est plutôt réactive, ils estiment que les Saoudiens, Turcs et Qataris visent l'affaiblissement de l'Iran en cherchant à faire tomber le régime syrien. Les Iraniens surestiment aussi probablement le risque que pourrait avoir cette chute sur le Hezbollah, qui a pourtant prouvé dans les années 1980 qu'il pouvait monter en puissance, même sans bonnes relations avec la Syrie. La chute de Bachar Al-Assad serait certes un coup dur, mais ne signifierait pas la fin du Hezbollah, qui bénéficie d'une base sociale solide au Liban.

### **Pour conclure**

Chacun des deux camps voit ainsi dans la crise syrienne un risque existentiel.

La situation en Syrie apparaît particulièrement complexe dans la mesure où se rejoignent trois dimensions des révolutions arabes :

- celle de la révolte des peuples contre les régimes, dimension très évidente dans les premiers mois au point d'occulter les deux autres dimensions ;
- celle des guerres culturelles des peuples contre les peuples ;

- et enfin celle d'une guerre par procuration des régimes contre les régimes.

En conclusion, il faut souligner qu'Israël adopte une attitude prudente vis-à-vis des révolutions arabes, parce qu'elle estime être face à un dilemme perdant-perdant. Pendant longtemps, Bachar Al-Assad a représenté un moindre mal pour les Israéliens. L'ancien directeur du Mossad a récemment écrit dans *Foreign Policy* : « Assad était notre homme à Damas ». Le Golan est ainsi resté étonnamment stable au cours des quarante dernières années. Mais un autre courant de pensée en Israël estime que la principale menace étant Téhéran, et que Bachar Al-Assad étant allié de Téhéran, il est donc l'homme à abattre. Ces deux écoles coexistent en Israël, sans que pour l'instant l'une se soit imposée à l'autre.

## **SYNTHÈSE DES THÈMES ABORDÉS PAR BAYRAM BALCI**

La politique intérieure de la Turquie a des conséquences remarquables sur sa politique extérieure. Aux élections de juin 2015, la défaite a été relative pour le Parti de la justice et du développement (AKP), au pouvoir depuis treize ans, qui a beaucoup souffert de l'omniprésence de Recep Tayyip Erdoğan dans la campagne électorale, contraire à la tradition institutionnelle du pays. Cependant, ce qu'on considère comme une défaite pour le président turc, dans la mesure où son objectif d'atteindre la majorité parlementaire absolue n'a pas été atteint, reste tout de même une victoire puisque l'AKP a une nouvelle fois remporté les élections avec un peu plus de 40% des suffrages. Le désaveu d'Erdoğan est lié à la dérive autoritaire que connaît la Turquie depuis plusieurs années ainsi qu'aux conflits dans lesquels le pays est enlisé. La véritable victoire de ce scrutin a été remportée par le Parti démocratique des peuples (HDP), dont la matrice est la défense de la cause kurde. Le HDP a su, non seulement « s'ouvrir à l'Ouest » en intégrant des libéraux et des démocrates, mais également « s'ouvrir à l'Est » en obtenant la confiance des milieux conservateurs kurdes. La victoire du HDP explique en partie le déclin de l'AKP.

### **La gestion turque du dossier syrien**

A propos de la position turque en Syrie, la Turquie est entrée dans le conflit à reculons, car elle hésitait au départ à s'opposer à Bachar Al-Assad. En 2011, les relations avec la Syrie, anciennement exécrables, s'étaient spectaculairement améliorées et Ankara était parvenu à faire de son voisin un véritable allié sur les plans économique, stratégique et militaire. La Turquie avait beaucoup contribué à la réintégration du régime syrien dans ladite communauté



internationale et c'est probablement ce qui la retenait d'entrer pleinement dans le conflit. Après plusieurs mois d'interrogations, la Turquie n'a cependant pas eu d'autres choix que de changer de posture, non pas par motivation idéologique ou confessionnelle, mais pour s'aligner sur la diplomatie de ses partenaires occidentaux. La Turquie est alors devenue un véritable acteur du conflit, et l'enlèvement de ce dernier a eu un fort impact économique négatif sur le pays, dû notamment à la fermeture de la frontière. L'impact a également été confessionnel, le vieux clivage sunnite-alévi ayant été réactivé.

Avec le prolongement du conflit et la décision des Occidentaux de renoncer à toute possibilité d'intervention militaire, la Turquie a eu le sentiment d'avoir été abandonnée par ses partenaires. Le raisonnement de R. T Erdoğan a donc été de considérer que tous les moyens étaient bons pour faire tomber Bachar Al-Assad. Selon la logique turque, qui a permis la montée en puissance des djihadistes, plus les forces opposées à Damas étaient renforcées, plus le régime avait de probabilités de tomber rapidement. Par ailleurs Ankara considère que plus le régime syrien se maintient, plus les conséquences sont néfastes pour la région.

### **Le paramètre kurde**

Le prolongement de la guerre civile syrienne a également renforcé la question kurde en Turquie, et cela à plusieurs égards. Pour la première fois de son histoire, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), par l'intermédiaire de son prolongement le Parti de l'union démocratique (PYD), a acquis une assise territoriale. Les négociations de paix avec le PKK sont engagées depuis plusieurs années, et Recep Tayyip Erdoğan s'était impliqué personnellement dans ce processus, mais l'émergence et l'affirmation des combattants kurdes en Syrie ont conduit à une surenchère de la partie kurde dans les négociations. Cette montée en puissance a bloqué la position turque, qui a alors développé des liaisons dangereuses et irresponsables avec les groupes djihadistes.

### **Une nouvelle politique régionale de la Turquie ?**

Les élections de juin 2015 vont avoir un impact certain sur la politique turque en Syrie. Si l'on qualifie le résultat de sanction personnelle contre le président Erdoğan, cela va l'affaiblir et le conduire à modifier sa position en politique extérieure. La coalition qui va probablement se mettre en place sera par définition fragile, et rendra plus compliquée la prise de décision. La crise syrienne, ainsi que la question des réfugiés ont occupé une place importante dans une campagne électorale violente et polarisante. Même dans son propre camp, la politique de Recep Tayyip Erdoğan en Syrie est impopulaire. L'afflux de réfugiés syriens crée des

tensions dans le pays, tensions qui ont d'ailleurs été instrumentalisées de manière cynique par l'opposition durant la campagne. Concrètement, il faut s'attendre à un rééquilibrage de la politique extérieure turque à cause d'une plus grande compétition entre les différentes structures du pouvoir. Le nouveau gouvernement<sup>1</sup> pourrait par exemple essayer de réduire le pouvoir des services de renseignement - MIT - sur lesquels R. T Erdoğan s'appuie beaucoup dans la mise en oeuvre de sa politique syrienne. En outre, il n'est pas certain que le nouveau gouvernement soit stable et qu'il soutienne le notoire rapprochement avec le Qatar et l'Arabie saoudite.

Pour comprendre la politique régionale de la Turquie, il faut prendre en considération ses craintes et ses angoisses à l'égard de la régionalisation de la question kurde. La conjoncture politique étant favorable pour les Kurdes, la Turquie va être contrainte de modifier son attitude, notamment face à l'élargissement de leur assise territoriale en Irak et en Syrie. Conjoncturellement, le principal dilemme qui se pose est celui de la reconnaissance de l'entité autonome kurde en Syrie. Cette délicate question sera de plus en plus prégnante dans les mois et, probablement, les années à venir.

### **Pour conclure**

Enfin, il faut souligner que ces élections marquent la fin d'une longue décennie AKP et le début du déclin pour le parti. L'AKP est pourtant une formation politique qui a su transformer le pays, qui a permis l'émergence d'une classe moyenne, aujourd'hui demandeuse d'une véritable démocratie, ce qui explique en partie la sanction infligée par les électeurs à Recep Tayyip Erdoğan. Le président turc a échoué en Syrie, mais finalement comme tous les autres acteurs. S'il est choquant de voir la Turquie soutenir les groupes djihadistes en Syrie, il est néanmoins impératif de s'interroger sur les moyens à la disposition d'Ankara pour arrêter la tuerie orchestrée par le pouvoir de Damas.

## **SYNTHÈSE DES DÉBATS**

### **■ *Le conflit syrien***

#### **Les possibilités de sortie de crise**

---

<sup>1</sup> L'impossibilité de former un gouvernement de coalition et l'annonce, à la fin du mois d'août 2015, de procéder à l'organisation d'élections législatives anticipées au début du mois de novembre, retardent toutefois d'autant l'hypothétique réduction du pouvoir du MIT. NDLR

Il y a une véritable possibilité que la guerre civile syrienne se termine, comme celle du Liban, par une conférence internationale. La solution militaire a montré ses limites, et celle visant à l'accession de l'opposition syrienne a été abandonnée, jugée trop peu crédible. On peut réellement craindre un pourrissement du conflit, qui ne prendra fin que par un règlement diplomatique international. Une des solutions aurait pu être de donner plus de moyens à l'opposition modérée syrienne au début de la crise, ce qui n'a pas été le cas. L'enlisement de ce conflit est aujourd'hui en partie dû au choix des puissances occidentales de ne pas intervenir en Syrie il y a deux ans. Néanmoins, l'analogie avec les accords de Taëf doit être relativisée, car il n'y a pas en Syrie de forces locales armées comparables à celles qui prévalaient au Liban.

La question des conditions de participation des différents pays à un accord de paix est essentielle. Il faut un concert de l'ensemble des pays, un *modus vivendi* avec les différents acteurs régionaux qui verraient leurs intérêts propres sauvegardés au sein d'un accord. Sans rapprochement irano-saoudien, il est difficile d'envisager que de telles négociations puissent avoir lieu. La rivalité entre ces deux puissances est en train d'affaiblir de manière préoccupante les pays de la région qui sont le théâtre des affrontements. Les puissances occidentales peuvent contribuer à apaiser les puissances régionales en les dissuadant de s'engager dans une surenchère néfaste. La gouvernance collective mondiale est totalement dépassée, elle est à réinventer dans les prochaines années.

Que seront prêts à accepter la Turquie, le Qatar, l'Arabie saoudite ? Pour éviter le développement incontrôlable du terrorisme, ils vont certainement chercher à éviter l'écroulement total de l'ossature du régime syrien. Pour les États-Unis également, l'idéal serait de conserver le régime de Bachar Al-Assad, sans Bachar Al-Assad. Pour certains, comme le politologue américain Michael E. O'Hanlon, il faut envisager la création d'une confédération en Syrie pour sortir de la crise. Une alliance entre minorités pourrait également être étudiée, mais elle serait contre-productive si la majorité sunnite n'est pas associée au pouvoir à l'avenir.

### **Les positions russe et chinoise**

Si la crise syrienne est aussi complexe, c'est aussi parce que Vladimir Poutine, tirant les leçons des événements libyens, s'est montré inflexible. Le changement d'objectif lors de l'intervention en Libye - qui a destitué Mouammar Kadhafi alors que la résolution 1973

prévoyait uniquement la protection des populations civiles -, a été mal vécu par Moscou qui s'est littéralement senti trahi. En outre, les contrats d'armement russo-syriens sont nombreux et la Russie tient à prouver à de potentiels partenaires qu'elle sait tenir ses engagements. L'importance psychologique de l'accès aux mers chaudes, ainsi que des raisons de politique intérieure (environ 15% de la population russe est musulmane) sont deux autres facteurs qui ont poussé Vladimir Poutine à adopter une position dure en Syrie, et à s'engager dans un bras de fer psychologique avec l'Occident. En tout état de cause c'est lui qui fixera la ligne rouge. Pour la Chine, le principe directeur est celui du pragmatisme et du respect de la souveraineté des Etats, craignant que les interventions puissent un jour être dirigées contre elle-même. Concernant les révolutions arabes, l'état d'esprit chinois est proche de celui des Russes et sont perçues non pas comme libérales et démocratiques, mais sous le prisme du risque de leur captation par l'islamisme radical. La Chine considère les révolutions arabes comme des chevaux de Troie islamistes. Pour Pékin, toute forme d'islam politique est une menace à la stabilité, d'où le soutien apporté à Bachar Al-Assad.

### **La redéfinition des frontières**

La redéfinition des frontières sera la grande question des vingt prochaines années. Si les accords de Sykes-Picot sont en train de se disloquer, l'ordre nouveau tarde à apparaître comme un écho à la célèbre citation d'Antonio Gramsci : « C'est lorsque l'ancien monde se meurt et que le nouveau ne parvient pas à voir le jour que surgissent les monstres ». Dans un monde de mosaïque communautaire, c'est l'organisation du système international qui est en question et non pas uniquement les accords de Sykes-Picot. Notre modèle d'État-nation est certainement dépassé, mais la question est de savoir par quoi le remplacer.

#### **■ *Daech***

Au sein de la complexe palette des organisations djihadistes, peut-être aurait-il été possible de mettre en place un dialogue avec certaines d'entre elles afin de constituer une force d'opposition, ce qui apparaît strictement impossible avec Daech, qui possède désormais un véritable ancrage territorial. Cependant, il existe quelques raisons d'être optimiste, car Daech comme tous les acteurs de la région, succombe à l'ivresse du pouvoir avec les multiples conséquences que cela peut induire. L'étatisation du groupe djihadiste n'est pas pérenne à long terme, même s'il ne disparaîtra pas pour autant sur le court terme.

La force de Daech est d'avoir su remplir le vide résultant de l'effondrement des structures sociales en Irak et en Syrie, en profitant du jeu ambigu des puissances régionales. Même s'il n'existe pas de preuves de financement direct des monarchies du Golfe vis-à-vis de Daech, il faut considérer la responsabilité de sa montée en puissance comme collective. La racine de l'émergence de ce groupe réside dans l'humiliation subie par l'Irak suite au démantèlement de son armée en 2003. Barack Obama l'a reconnu, Daech est une émanation d'Al-Qaïda en Mésopotamie, mais aussi une conséquence de l'invasion de l'Irak.

Israël et les États-Unis sont en train de considérer que le Front al-Nosra, désormais présenté comme modéré, peut être un allié dans la lutte contre Daech. Mais cette logique est dangereuse et l'idée du rempart est illusoire. Les deux groupes appartiennent à la même matrice idéologique et les frontières entre ces deux acteurs sont parfois poreuses. Beaucoup de combattants d'al-Nosra rejoignent les rangs de Daech et inversement.

### ■ *La question des réfugiés*

#### **Le Liban**

Au Liban, les réfugiés ont un effet relativement régulateur : selon un rapport d'un groupe d'économistes, le Liban aurait gagné, grâce à l'aide internationale, 1,2 point de PIB depuis la crise des réfugiés. Cela ne veut pas dire que le Liban a bénéficié de l'instabilité régionale, mais que la situation n'est pas aussi univoque que ce que l'on pourrait penser. Il existe certes au Liban un risque d'instrumentalisation des réfugiés par les mouvements radicaux contre le Hezbollah, mais l'économie libanaise, en tant que telle, ne souffre pas tant que cela. Aujourd'hui, le Liban semble relativement protégé par sa capacité d'adaptation et son équilibre communautaire et par la volonté occidentale de maintenir un parapluie sécuritaire sur le pays pour éviter que toute la région ne soit déstabilisée.

#### **La Turquie**

En Turquie, on dénombre plus de deux millions de réfugiés à l'heure actuelle, la majorité étant des syriens musulmans sunnites. Il y a de fortes probabilités pour que ces réfugiés restent en Turquie, notamment en raison des liens de parenté. En outre, un réfugié peut prétendre à la nationalité turque après avoir résidé cinq ans dans le pays. La présence de ces populations dans les villes de l'Est va devenir un objet électoral d'ici quelques années. Le

PKK est aujourd'hui gêné par cet afflux massif de réfugiés syriens qui modifie la structure démographique des régions orientales de la Turquie au détriment de la composante kurde.

### ■ *Sur la Turquie*

#### **La victoire du HDP aux élections législatives**

La victoire du HDP est à la fois une force pour le parti, parce qu'il entre au parlement, mais également une faiblesse, car il est aujourd'hui devenu une sorte de coalition de forces hétéroclites hostiles à Recep Tayyip Erdoğan et devient donc moins homogène. Dans les mois à venir, le défi pour Selahattin Demirtaş sera de trouver une solution pour que cette force soit employée avec intelligence, au service des Kurdes ou des Turcs en général.

La question du rapport de Selahattin Demirtaş à Abdullah Öcalan se pose, ainsi que celles des relations entre le HDP et le Hezbollah. Après sa victoire, S. Demirtaş est en effet passé sur une chaîne de télévision proche du Hezbollah, et a présenté ce dernier comme un modèle à suivre.

#### **Sur le positionnement turc vis-à-vis de Daech**

Pour la Turquie, l'alliance de fait entre les États-Unis et le PYD dans le cadre de la lutte contre Daech a constitué une déception. Du point de vue turc, il semble que le PKK ait pris toute la mesure du contexte favorable lui permettant d'être retiré de la liste des organisations terroristes, en faisant valoir son rôle dans la lutte contre Daech.

Au sujet de la complaisance, au moins objective, des autorités politiques turques à l'égard de Daech, la réticence à s'engager s'explique aussi par la grande vulnérabilité que ressent la Turquie sur son propre territoire, dont la frontière avec la Syrie est longue et poreuse. Le laxisme turc peut aussi s'expliquer par la crainte d'un retour de bâton. S'il y a effectivement un risque d'attentats en Turquie, Daech n'a néanmoins pas intérêt à ce que la Turquie participe directement à la coalition. Cependant, au niveau idéologique, la Turquie ne soutient pas Daech. Il y a probablement eu quelques complicités de la part des autorités turques, notamment par volonté de contenir le PYD en Syrie, mais on ne peut considérer que cela ait pu aller beaucoup plus loin.

Vu du monde arabe, on perçoit une très lourde part de responsabilité à la Turquie dans la montée en puissance de Daech. Un exemple de coopération a été l'échange d'otages (de Mossoul) à la frontière contre 180 djihadistes détenus en Turquie. Cette dernière doit clarifier

sa position sur la question, d'autant plus que c'est un membre de l'OTAN. Il faudra probablement attendre longtemps pour savoir ce qui dans la politique turque était délibéré, et ce qui relevait plutôt du laissez faire.

## **BIOGRAPHIE DES INTERVENANTS**

### **KARIM ÉMILE BITAR**

Karim Emile Bitar est directeur de recherche à l'IRIS, spécialiste du Proche et Moyen-Orient et des questions sociétales relatives au monde arabe.

Il est président de KB Consulting Group (cabinet de conseil en stratégie, communication et affaires publiques) et directeur de la rédaction de *L'ENA hors les murs*, la revue mensuelle des anciens élèves de l'ENA. Intervenant fréquent dans divers instituts et grandes écoles de commerce, il y enseigne les relations internationales, la philosophie politique et le management. Il a rejoint l'IRIS comme chercheur associé en mars 2008.

Il a été, entre 2000 et 2004, chargé de mission pour la stratégie, le *business development* et les affaires extérieures du groupe CANAL+ (Vivendi Universal).

Il a dirigé, en 2007, avec la collaboration de Robert Fadel, l'ouvrage collectif *Regards sur la France*, dans lequel trente personnalités internationales (anciens chefs d'Etat, économistes, politologues, historiens, intellectuels, artistes, patrons de multinationales...), ont porté des regards croisés sur la France d'aujourd'hui, par le biais d'entretiens ou d'articles.

Karim Emile Bitar est ancien élève de l'Ecole nationale d'administration (ENA, promotion Cyrano de Bergerac 1997-1999) et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Il a également suivi des études de droit, d'économie, d'histoire et de relations internationales à la Sorbonne et aux universités McGill et Harvard.

Karim Emile Bitar parle couramment l'arabe, le français et l'anglais.

### **BAYRAM BALCI**

Bayram Balci est diplômé en Science politique et civilisation arabo-islamique des Sciences Po Grenoble et Aix en Provence. Sa thèse de doctorat porte sur les mouvements islamistes turcs et leurs activités missionnaires en Asie centrale post-soviétique. Boursier « Jean Monnet » à l'Institut universitaire européen de Florence, il a poursuivi ses recherches post-doctorales sur les communautés centrasiatiques installées en Arabie saoudite, dans leur contribution à la réislamisation de l'Asie centrale.

Chercheur à l'Institut français d'études anatoliennes d'Istanbul, il a mis en place son homologue à Bakou pour les études caucasiennes et travaillé sur les relations entre chiisme et sunnisme en Azerbaïdjan et en Iran.

De 2006 à 2010, il a dirigé l'Institut français d'études sur l'Asie centrale (IFEAC) à Tachkent. De décembre 2012 à septembre 2014, il a été chercheur invité à la Carnegie Endowment for International Peace, à Washington DC.

Ses recherches actuelles portent sur les relations entre islam et politique dans l'espace post-soviétique et sur la Turquie dans son environnement régional.



## **LISTE DES PARTICIPANTS :**

**Bastien Alex**, Chercheur à l'IRIS

**Serap Atan**

Représentante de la TUSIAD à Paris, directrice de l'Institut du Bosphore

**Daniel Baucy**, Conseiller en islamologie, Police fédérale belge

**Ariane Bonzon**, Journaliste, *Slate.fr*

**Didem Bora**, Coordinatrice Paris, Institut du Bosphore

**Dominique Bromberger**, Ecrivain-journaliste

**Samuel Carcanague**, Chercheur à l'IRIS

**Aurélie Carton**, Journaliste, Amnesty International

**Julien Cécillon**

Rédacteur Grèce, Turquie, Direction de l'Union européenne, ministère des Affaires étrangères et du Développement International

**Brigitte Curmi**, Chargée de mission Afrique du Nord / Moyen-Orient, Centre d'Analyse, de Prévision et de Stratégie, ministère des Affaires étrangères et du Développement international

**Mathilde Danger**, Assistante de recherche à l'IRIS

**Lara Deger**, Co-présidente du Club du Millénaire

**Jean-Marie Demaldent**, Professeur émérite de science politique, Université Paris Ouest Nanterre

**Patrick Desjardins**, Consultant, Patrick Desjardins Conseil

**François Dopffer**, Ancien ambassadeur de France en Turquie

**Benoit Forget**, Analysis Département, Organe de Coordination pour l'Analyse de la Menace (OCAM), Belgique

**Christo Goutev**, Conseiller presse – Section politique, ambassade de Bulgarie à Paris

**Inan Gurbuz**, Manager, Azkan Group

**Marie-Aline Limouzin-Lamothe**, Membre du Comité France-Turquie

**Camille Marronnier**, Assistante de recherche à l'IRIS

**Huguette Meunier-Chuvin**, Membre de la rédaction, *L'Histoire*

**Mostafa al Miah**, Ambassade de la République d'Irak à Paris

**Emmanuel Mignot**, Directeur adjoint des affaires publiques en charge de l'international, Areva

**Majed Nehmé**, Directeur de la rédaction d'*Afrique Asie*

**Paul Ottenat**, Chargé de programme, Département Afrique et Moyen-Orient, Direction des relations internationales de l'ENA, étudiant à l'IRIS sup'

**Alperen Özdemir**, Représentant du MÜSİAD (Independent Industrialists' and Businessmen's Association) à Bruxelles,

**Clelia Ransford**, Ambassade de la République d'Irak à Paris

**Valéry Sens**, Chargé de mission Bulgarie, Chypre, Roumanie, Turquie, 5+5, Service Europe, Amérique du nord et action multilatérale, Direction générale des relations internationales et de la stratégie, ministère de la Défense

**Jean-Bernard Véron**, Rédacteur en chef, *Afrique contemporaine*

**Pierre Wyss**, Fonctionnaire, Préfecture de police de Paris

**Özan Yiğitkeskin**, éditeur, *Acturca*